



---

# REVUE LES TISONS

---

*Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société*



Revue indexée par

**ESJI** Eurasian  
Scientific  
Journal  
Index  
[www.ESJIndex.org](http://www.ESJIndex.org)

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

*Revue LES TISONS*, N° 0003 - juin 2025  
e-ISSN: 2756-7532; p-ISSN: 2756-7524



---

# REVUE LES TISONS

---

*Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société*





---

# REVUE LES TISONS

---

*Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société*



Revue indexée par

**ESJI** Eurasian  
Scientific  
Journal  
Index  
[www.ESJIndex.org](http://www.ESJIndex.org)

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

*Revue LES TISONS*, No 0003, juin 2025  
e-ISSN: 2756-7532; p-ISSN: 2756-7524



**Revue LES TISONS, No 0003, juin 2025**  
<http://esjindex.org/search.php?id=6845>  
<http://www.revuelestisons.bf>  
[revuelestisons.ujkz@gmail.com](mailto:revuelestisons.ujkz@gmail.com)  
[lestisons@revuelestisons.bf](mailto:lestisons@revuelestisons.bf)  
e-ISSN: 2756-7532  
p-ISSN: 2756-7524  
S/C Université Joseph KI-ZERBO  
BV 30053 OUAGA 1200 Logements  
10020 OUAGADOUGOU - Burkina Faso



## **Numéros déjà parus**

*Revue LES TISONS*, No spécial mars 2025,  
Actes des journées scientifiques FSHSE, ULSHSB ;  
*Revue LES TISONS*, No spécial, janvier 2025 ;  
*Revue LES TISONS*, No 0002, décembre 2024 ;  
*Revue LES TISONS*, No 0001, Vol.1 et 2, juin 2024 ;  
*Revue LES TISONS*, No spécial, Vol.1 et 2, janvier 2024 ;  
*Revue LES TISONS*, No 0000, Vol.1 et 2, décembre 2023.



## **Présentation de la revue**

Sous l'impulsion de M. Fatié OUATTARA, Professeur titulaire de philosophie à l'Université Joseph KI-ZERBO, et avec la collaboration d'Enseignants-Chercheurs et Chercheurs qui sont, soit membres du Centre d'Études sur les Philosophies, les Sociétés et les Savoirs (CEPHISS), soit membres du Laboratoire de philosophie (LAPHI), une nouvelle revue vient d'être fondée à Ouagadougou, au Burkina Faso, sous le nom de « Revue LES TISONS ».

Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société, la Revue LES TISONS vise à contribuer à la diffusion de théories, de connaissances et de pratiques professionnelles inspirées par des travaux de recherche scientifique. En effet, comme le signifie le Larousse, un tison est un « morceau de bois brûlé en partie et encore en ignition ».

De façon symbolique, la Revue LES TISONS est créée pour mettre ensemble des tisons, pour rassembler les chercheurs, les auteurs et les idées innovantes, pour contribuer au progrès de la recherche scientifique, pour continuer à entretenir la flamme de la connaissance, afin que sa lumière illumine davantage les consciences, éclaire les ténèbres, chasse l'ignorance et combatte l'obscurantisme à travers le monde.

Dans les sociétés traditionnelles, au clair de lune et pendant les périodes de froid, les gens du village se rassemblaient autour du feu nourri des tisons : ils se voient, ils se reconnaissent à l'occasion ; ils échangent pour résoudre des problèmes ; ils discutent pour voir ensemble plus loin, pour sonder l'avenir et pour prospecter un meilleur avenir des sociétés. Chacun doit, pour ce faire, apporter des tisons pour entretenir le feu commun, qui ne doit pas s'éteindre.

La Revue LES TISONS est en cela pluridisciplinaire, l'objectif fondamental étant de contribuer à la fabrique des concepts, au renouvellement des savoirs, en d'autres mots, à la construction des connaissances dans différentes disciplines et divers domaines de la

science. Elle fait alors la promotion de l'interdisciplinarité, c'est-à-dire de l'inclusion dans la diversité à travers diverses approches méthodologiques des problèmes des sociétés.

Semestrielle (juin, décembre), thématique au besoin pour les numéros spécifiques, la Revue LES TISONS publie en français et en anglais des articles inédits, originaux, des résultats de travaux pratiques ou empiriques, ainsi que des mélanges et des comptes rendus d'ouvrages dans le domaine des Sciences de l'Homme et de la Société : Anthropologie, Communication, Droit, Écologie, Économie, Environnement, Géographie, Histoire, Linguistique, Philosophie, Psychologie, Sociologie, Sciences politiques, Sciences de gestion, Sciences de la population, etc.

Peuvent publier dans la Revue LES TISONS, les Chercheurs, les Enseignants-Chercheurs et les doctorants dont les travaux de recherche s'inscrivent dans ses objectifs, thématiques et axes.

La Revue LES TISONS comprend une Direction de publication, un Secrétariat de rédaction, un Comité scientifique et un Comité de lecture qui assurent l'évaluation en double aveugle et la validation des textes qui lui sont soumis en version électronique pour être publiés (en ligne et papier).

### **Mode de soumission et de paiement**

La soumission des articles se fait à travers le mail suivant : [estisons@revuelestisons.bf](mailto:estisons@revuelestisons.bf); [revuelestisons.ujkz@gmail.com](mailto:revuelestisons.ujkz@gmail.com).

L'évaluation et la publication de l'article sont conditionnées au paiement de la somme de cinquante mille (50.000) francs CFA, en raison de vingt mille (20.000) francs CFA de frais d'instruction et trente mille (30.000) francs CFA de frais de publication. Le paiement desdits frais peut se faire par Orange money (0022666006650, identifié au nom de OUATTARA Fatié), par Western Union ou par Money Gram.

## **Considération éthique**

Les contenus des articles soumis et publiés (en ligne et en papier) par la Revue LES TISONS n'engagent que leurs auteurs qui cèdent leurs droits d'auteur à la revue.

## **Normes éditoriales**

Les textes soumis à la Revue LES TISONS doivent avoir été écrits selon les NORMES CAMES/LSH adoptées par le CTS/LSH, le 17 juillet 2016 à Bamako, lors de la 38<sup>e</sup> session des CCI.

Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.

Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.

Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (ex : 1. ; 1.1. ; 1.2; 2.; 2.2.; 2.2.1; 2.2.2.; 3.; etc.).

Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépassent trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en romain et en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante :

- (Initiale(s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées);
- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

*Exemples :*

En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d'accroître le domaine des mathématiques : alors qu'elle s'est pour l'essentiel occupé du groupe professionnel occidental que l'on appelle les mathématiciens (...) ».

Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont sait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-culturelle et de civilisation traduisant une impréparation sociohistorique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakit , 1985, p. 105).

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont num rot es en série continue et pr sent es en bas de page.

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occup es par

l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2<sup>nd</sup>e éd.).

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur :

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

AUDARD Cathérine, 2009, *Qu'est-ce que le libéralisme ? Ethique, politique, société*, Paris, Gallimard.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogène*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, Paris, L'Harmattan.

L'article doit être écrit en format « Word », police « Times New Roman », Taille « 12 pts », Interligne « simple », positionnement « justifié », marges « 2,5 cm (haut, bas, droite, gauche) ». La longueur de l'article doit varier entre 30.000 et 50.000 signes (espaces et caractères compris). Le titre de l'article (15 mots maxi, taille 14 pts, gras) doit être écrit (français, traduit en anglais, vice-versa).

Le(s) Prénom(s) sont écrits en lettres minuscules et le(s) Nom(s) en lettres majuscules suivis du mail de l'auteur ou de chaque auteur (le tout en taille 12 pts, non en gras).

Le résumé (200 mots maxi, taille 12 pts) de l'article et les mots clés (05) doivent être écrits et traduits en français/anglais.

## **Direction de publication**

*Directeur* : Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

*Directeur adjoint* : Dr Moussa COULIBALY, Assistant, Économiste, Université Nazi Boni (Burkina Faso)

## **Secrétariat de rédaction**

*Secrétaire* : Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

*Membres* : Dr Abdoul Azize SODORÉ, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Belé Alexis NÉBIÉ, Assistant, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Boubié BAZIÉ, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Édith DAH, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Mathieu Belé DAÏLA, MA, Linguiste, Université de Dédougou (Burkina Faso);

Dr Paul-Marie MOYENGA, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Sampala Fati BALIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

M. Jean Baptiste PODA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Lazard T. OUÉDRAOGO, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Mahamat OUATTARA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Saïdou BARRY, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso).

### **Comité de lecture**

Dr Abdoul Karim SAÏDOU, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Aimé D. M. KOUDBILA, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr M. Alice SOMÉ/SOMDA, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Awa OUOBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) ;

Dr Bouraïman ZONGO, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) ;

Dr Calixte KABORÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Cheick Bobodo OUÉDRAOGO, MC, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Clotaire Alexis BASSOLÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Dimitri Régis BALIMA, MC, Communicologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Donatien DAYOUROU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Edwige DEMBÉLÉ, MA, Économiste, Université NAZI BONI (Burkina Faso);

Dr Étienne KOLA, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Évariste R. BAMBARA, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Ézaïe NANA, IR, Sociologue, INSS/CNRST (Burkina Faso);

Dr Fernand OUÉDRAOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Firmin GOUBA, MC, Philosophe, IPERMIC/Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Gaoussou OUÉDRAOGO, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Georges ROUAMBA, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Gnininan Hervé COULIBALY, MA, Sociologue, Université Péléforo GON COULIBALY (Côte d'Ivoire) ;

Dr Hamado OUÉDRAOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Isidore YANOOGO, MC, Géographe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Issaka YAMÉOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Jean-Baptiste P. COULIBALY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Jérémi ROUAMBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Kalifa DRABO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Kassem Salam SOURWEIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Kizito Tioro KOUSSÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Landry COULIBALY, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Lassané YAMÉOGO, MA, Communicologue, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Lassina SIMPORÉ, MC, Archéologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Léon SAMPANA, MC, Politiste, Université Nazi BONI (Burkina Faso);

Dr Léonce KY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Madeleine WAYAK PAMBÉ, MC, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Magloire É. YOGO, MA, Sciences de l'éducation, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Moussa DIALLO, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ (Burkina Faso);

Dr Narcisse Taladi YONLI, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Noumoutié SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Ollo Pépin HIEN, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Pascal BONKOUNGOU, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Paul-Marie BAYAMA, MC, Philosophe, ENS de Koudougou (Burkina Faso);

Dr R. U. Emmanuel OUÉDRAOGO, MA, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Rasmata BAKYONO/NABALOUM, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO ((Burkina Faso);

Dr Relwendé DJIGUEMDÉ, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso);

Dr Rodrigue BONANÉ, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Rodrigue SAWADOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Roger ZERBO, MR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Serge SAMANDOULOGOU, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés (Burkina Faso);

Dr Souleymane SAWADOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Stanislas SAWADOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Tongnoma ZONGO, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Yacouba BANWORO, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Zakaria SORÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Zoubere DIALLA, MA, Sociologue, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso).

### **Comité scientifique international**

Pr Abdoulaye SOMA, PT, Constitutionnaliste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Pr Abdramane SOURA, PT, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Abou NAPON, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Aklesso ADJI, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo);

Pr Alain Casimir ZONGO, PT, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr Alkassoum MAÏGA, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Amadé BADINI, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Augustin LOADA, PT, Politiste, Université Saint Thomas d'Aquin (Burkina Faso);

Pr Augustin PALÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr B. Claudine Valérie ROUAMBA/OUÉDRAOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Bernard KABORÉ, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Bilina BALLONG, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo);

Pr Bouma F. BATIONO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Cyrille KONÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Cyrille SEMDÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr David Musa SORO, PT, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Pr Edmond Yao KOUASSI, PT, Philosophe, Université de Bouaké (Côte d'Ivoire);

Pr Emmanuel M. HEMA, PT, Écologue, Université de Dédougou (Burkina Faso);

Pr Emmanuel Malolo DISSAKÈ, PT, Philosophe, Université de Douala (Cameroun);

Pr Eustache R. K. ADANHOUNME, PT, Philosophe, Université Abomey Calavi (Benin);

Pr Fabienne LELOUP, Sociologue, Université Catholique de Louvain-Mons (Belgique);

Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Foé NKOLO, PT, Philosophe, Université Yahoundé I (Cameroun);

Pr Frédéric MOENS, Communicologue, IHECS, Bruxelles (Belgique);

Pr Gabin KORBÉOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Georges ZONGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) ;

Pr Hamidou Talibi MOUSSA, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Pr Issiaka MANDÉ, PT, Historien, Université du Québec à Montréal (Canada);

Pr Jacques NANEMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Jean-François DUPEYRON, PT, Philosophe, Université de Bordeaux (France);

Pr Jean-Marie DIPAMA, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Jean-Claude KALUBI-LUKUSA, PT, Sociologue, Université de Sherbrooke (Canada);

Pr Jean-Pierre POURTOIS, PT, Psychopédagogue, Université de Mons (Belgique);

Pr Lassane YAMÉOGO, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Léon MATANGILA MUSADILA, PT, Philosophe, Université de Kinshasa (RD Congo);

Pr Léopold Bawala BADOLO, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Ludovic KIBORA, DR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso) ;

Pr Magloire SOMÉ, PT, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Mahamadé SAVADOGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Mamadou L. SANOGO, DR, Linguiste, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Pr Moukaila Abdo Laouali SERKI, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Pr Pierre G. NAKOULIMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Ramane KABORÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Sébastien YOUGBARÉ, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Amadou TRAORÉ, MC, Sociologue, Université de Ségou (Mali);

Dr Décaïrd KOUADIO KOFFI, MC, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Dr Djédou Martin AMALAMA, MC, Sociologue, Université de Korhogo (Côte d'Ivoire);

Dr Emmanuel YAOU, MA, Sociologue, Université de Kara (Togo);

Dr Gérard AMOUGOU, MC, Socio-politiste, Université de Yaoundé II (Cameroun);

Dr Ibrahim KONÉ, MA, Philosophe, Université Peleforo Gon COULIBALY (Côte d'Ivoire);

Dr Idi BOUKAR, A, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Dr Idrissa S. TRAORÉ, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali);

Dr Issouf BINATÉ, MC, Historien, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire);

Dr Jean-François PETIT, MC HDR, Philosophe, Institut catholique de Paris (France);

Dr Landry Roland KOUDOU, MC, Philosophe, Université Felix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Dr Mouhamoudou El Hady BA, MC, Sociologue, Université Cheick Anta Diop (Sénégal);

Dr Mamadou Bassirou TANGARA, MC, Économiste, Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako (Mali);

Dr N'golo Aboudou SORO, MC, Lettres modernes, Université Alassane OUATTARA de Bouaké (Côte d'Ivoire);

Dr Oumar DIA, MC, Philosophe, Université Cheick Anta Diop de Dakar (Sénégal);

Dr Pierre-Étienne VANDAMME, Philosophe, Université Catholique de Louvain (Belgique);

Dr Raphael KONÉ, Ph. D, Historien, Université Cergy de Pontoise – EA7517 (France);

Dr Samuel RENIER, MC, Sciences de l'éducation, Université de Tours – EA7505 EES (France) ;

Dr Tiéfing SISSOKO, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali).

## Sécurité et insécurité du bilinguisme dans la ville de Dédougou : entre fermeture et transformation en école classique

### *Safety and insecurity of bilingualism in the town of Dédougou: between closure and transformation into a traditional school*

*Soumission : 20/03/2025 - Acceptation : 13/06/2025*

**DAÏLA Béli Mathieu**

*Maître-Assistant en Sciences du langage*  
Université Daniel OUEZZIN COULIBALY

**Résumé :** La sécurité linguistique passe par la sécurité des populations. Le bilinguisme dans la ville de Dédougou connaît un recul fondamental, car les écoles bilingues subissent une insécurité dans la situation de crise sécuritaire délétère. L'insécurité est à double niveau : du point de vue linguistique et de la protection des dites écoles avec le phénomène du terrorisme. Du bilinguisme qui ne tient pas compte des réalités linguistiques de la localité. Le présent article propose une organisation pour une autre orientation du bilinguisme en contexte d'insécurité. C'est-à-dire, la promotion des langues nationales, la réduction des échecs scolaires dans les écoles bilingues et la professionnalisation des dites écoles. Toute chose qui va entraîner un afflux vers les écoles bilingues, puisque l'expérience montre que plus les apprenants sont instruits dans leurs langues maternelles, plus ils assimilent mieux dans les langues officielles ou langues de travail, généralement occidentales.

**Mots-clés :** insécurité linguistique, multilinguisme, enseignement, terrorisme, fermeture

**Abstract:** *Linguistic security requires the security of populations. Bilingualism in the city of Dédougou is experiencing a fundamental decline, because bilingual schools are experiencing insecurity in the situation of deleterious security crisis. The insecurity is on two levels: from a linguistic point of view and from the protection of said schools with the phenomenon of terrorism. Bilingualism which does not take into account the linguistic realities in the locality. This article on schooling in bilingual schools in the commune of Dédougou propose an organization for another orientation of bilingualism in a context of insecurity. That is to say, the promotion of national languages; the reduction of academic*

*failures in bilingual schools and the professionalization of said schools. Anything which will lead to an influx towards bilingual schools, since experience shows that the more learners are educated in their mother tongues, the better they assimilate in official languages, generally Western.*

**Keywords:** *linguistic insecurity, multilingualism, teaching, terrorism, closure*

### **Pour citer cet article**

---

DAÏLA Béli Mathieu, 2025, « Sécurité et insécurité du bilinguisme dans la ville de Dédougou : entre fermeture et transformation en école classique », *Revue LES TISSONS*, Numéro 0003, juin, p. 315-329.

### **Introduction**

L'État burkinabè multiplie des actions visant une éducation de qualité et accessible à tous à travers l'ouverture des écoles classiques et/ou bilingues à proximité des populations. Pour une accessibilité de l'école à tout enfant en âge d'aller à l'école, le Burkina s'efforce de construire dans chaque village et département pour éviter les longues distances aux apprenants.

Le bilinguisme au Burkina Faso est de transfert, c'est-à-dire un bilinguisme qui permettrait à l'apprenant de mieux apprendre le français qui est la langue cible par le biais de sa langue maternelle. Le choix des langues à promouvoir se fait selon le poids linguistique locale. Le Burkina est un pays multilingue.

*Le mooré* est la langue nationale la plus parlée (52,9%), suivi du fulfulde (7,8%), du gulmancema (6,8%), du dioula (5,7%), du bissa (3,3%), du bwamu (2,0%) et du san (2,0%). Pour ce qui est des langues étrangères, les autres langues africaines sont utilisées comme principales langues couramment parlées par 0,1% de la population, les langues non africaines par 0,1% également. Il est à noter que le français, langue officielle [sic. Langue de travail] du pays, est utilisé par 2,2% comme langue principale de communication.

Au regard des différents pourcentages, il est évident de connaître le poids linguistique qui fait office de classement.

Pour ce faire, le bilinguisme doit se faire en prenant en compte ce paysage linguistique afin de faciliter sa mise en œuvre. Le présent article aborde la question des écoles bilingues dans la commune Dédougou.

Le bilinguisme dans sa mise en œuvre au Burkina s'effectue en prenant le français comme langue seconde et les langues nationales comme langue première. Cependant, la difficulté réside toujours dans le fait que l'on ne retrouve pas d'ouvrages et de littératures suffisants en langues nationales. Comment l'on peut vouloir d'un bilinguisme sans des productions scientifiques et littéraires dans les langues premières.

Le bilinguisme au Burkina Faso se fait généralement entre une langue nationale (*moré, dioula founfoudé, nouni, bwamu*, etc.) et le français, la langue de travail. Le français étant devenu depuis janvier 2024, la langue de travail permet au moré, au dioula et au *founfoudé* d'acquérir le statut de langue officielle. Le présent article utilise les outils de la sociolinguistique. Les résultats de la recherche montrent clairement, la fermeture et ou la transformation des écoles bilingues en écoles classiques. Cette situation crée une insécurité du bilinguisme en contexte d'insécurité. La notion d'insécurité est ici double. Il y a le fait que le bilinguisme langues nationales-français n'est pas fécond. Les parents des apprenants ne trouvent pas la nécessité et /ou le gain d'y envoyer leurs enfants.

## 1. De la cartographie des écoles bilingues

Les taux d'instruction au Burkina demeurent faibles malgré les efforts des acteurs de la politique éducative. Des milieux ruraux aux villes, il y a un grand écart en matière d'instruction. Le taux est plus faible en milieu rural que dans les villes.

À cet égard, malgré les efforts importants consentis par le gouvernement en matière d'éducation, on constate que le niveau d'instruction de la population de 6 ans et plus demeure encore faible, surtout chez les femmes. En effet, dans l'ensemble, sept femmes sur dix (70 %) et trois hommes sur cinq (60 %) n'ont toujours aucune instruction (tableaux 2.9.1 et 2.9.2). On note également que, quel que soit le niveau

atteint, les hommes sont plus scolarisés que les femmes. Par ailleurs, les proportions d'hommes et de femmes ayant terminé un cycle est très faible : seulement 4 % des hommes et 3 % des femmes ont achevé le niveau primaire et seulement 1 % des hommes et moins de 1 % des femmes ont déclaré avoir atteint le niveau supérieur. (Institut national de la statistique et de la démographie, 2022, p. 26)

Ce faible taux au niveau national se caractérise dans la commune de Dédougou. En effet, la commune rurale de Dédougou est située dans la région de la Boucle du Mouhoun. Dédougou est le chef-lieu de la région. Dans la Boucle du Mouhoun l'INSD (2022, pp. 26-27), à travers son 5<sup>e</sup> recensement, indique que seulement 2,1% des populations de la région ont un niveau primaire complet et 3,1% ont un niveau secondaire incomplet. Pour ce qui est du niveau d'instruction, 3,1% des populations ont le niveau primaire complet, 0,3% pour le secondaire complet et 0,1% pour le supérieur.

Plusieurs langues sont parlées dans cette partie du Burkina. Il s'agit du, *bwamu*, moré, du dioula, du *foufouldé*, du *marka*, etc. Les langues véhiculaires dans la commune rurale de Dédougou sont le *bwamu* et le dioula.

Le niveau d'instruction reste toujours faible. S'il est évident que l'effectivité des écoles bilingues a connu une campagne médiatique, force est de reconnaître que l'insécurité en matière de bilinguisme subsiste. Depuis 2003, l'on a dénombré un total de sept (07) écoles bilingues dans la zone de Dédougou. Il s'agit des écoles Sainte Bernadette, Bana, Kouna, Makuy, Sagala, Kounadia et Wetina. En 2023, sur les sept écoles bilingues, seulement quatre (04) écoles bilingues fonctionnent sur le programme du bilinguisme. Il s'agit des écoles bilingues de :

Bana, située à quinze kilomètres (15km) de Dédougou ;

Kouna, située sur l'axe Dédougou-Tougan à environ 6 km de Dédougou ;

Kounadia, située sur l'axe Dédougou-Koudougou à une quinzaine de kilomètres (15km) de Dédougou ;

Makuy, située sur l'axe Bobo-Dédougou à vingt-cinq kilomètres (25km) de Dédougou à proximité de Kari ;

Sagala, située sur l'axe Dédougou-Bobo à environ 15km ;  
Wetina, située à vingt-et-trois kilomètre (23km) de  
Dédougou ;  
Sainte Bernadette, cette école est dans la ville de Dédougou.

Ces écoles ont été ouvertes en 2019, à l'exception de l'école bilingue Sainte-Bernadette qui a ouvert ses portes en 2003 puis s'est transformée en école classique depuis 2017.

## **2. Le bilinguisme dans la Commune rurale de Dédougou**

Le bilinguisme se définit comme étant la situation d'un individu parlant et qui maîtrise la structure deux langues différentes. En effet, une école est dite bilingue lorsque dans celle-ci l'enseignement est dispensé en dans deux langues différentes. La première langue est la langue maternelle (différent du français) et la seconde langue le français. Dans le cas présent, la langue maternelle peut être le *bwamu*, le *dioula*, le *marka*, etc. En matière d'enseignement/apprentissage, plus un apprenant apprend dans sa langue maternelle, plus il s'approprie les notions de la seconde.

L'enseignement/apprentissage dans les écoles à travers les langues nationales revêt une très grande importance. Au-delà du fait qu'il facilite l'apprentissage, en ce que l'apprenant apprend mieux et plus vite dans sa langue, il offre l'opportunité à l'apprenant d'obtenir le certificat d'Étude primaire en cinq ans au lieu de six ans de parcours scolaire comme dans les écoles classiques. Le bilinguisme est un système très efficace, en témoignent les pourcentages de 100% et 95,31% deux années de l'école Sainte Bernadette avant sa transformation en école classique.

L'enseignement bilingue promeut et valorise les langues nationales. Il offre également l'opportunité aux apprenants de comprendre le plus rapidement et de passer d'une activité à une autre le plus vite possible car, l'apprenant est à l'aise dans sa langue qu'il maîtrise le mieux. De plus, l'enseignement bilingue est un tremplin pour lutter contre l'analphabétisme. Il favorise le développement en s'appuyant sur les valeurs et les réalités

socioculturelles du pays. Enfin, l'enseignement bilingue favorise la création de ponts entre l'éducation de base formelle et non formelle.

### 3. Des effectifs dans les écoles bilingues

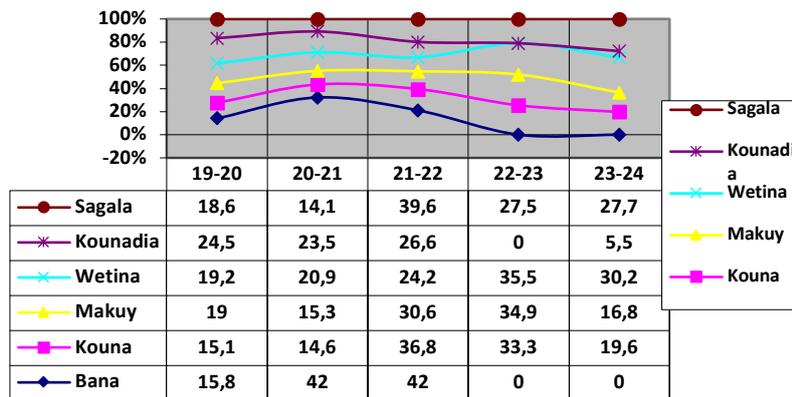
Tout comme l'école classique, l'école bilingue recrute à tout apprenant de 07 à 16 ans, et de façon spécifique les apprenants qui n'ont pas été scolarisés à l'école classique. Les effectifs des écoles bilingues dans la commune rurale de Dédougou de 2019 à 2023 sont consignés dans le tableau ci-dessous :

**Tableau des écoles bilingues**

| Écoles   | Années scolaires | Garçons | Filles | Total |
|----------|------------------|---------|--------|-------|
| Bana     | 2019-2020        | 14      | 18     | 32    |
|          | 2020-2021        | 40      | 45     | 85    |
|          | 2021-2022        | 40      | 45     | 85    |
|          | 2022-2023        | 0       | 0      | 0     |
| Kouna    | 2019-2020        | 21      | 09     | 30    |
|          | 2020-2021        | 12      | 17     | 29    |
|          | 2021-2022        | 44      | 29     | 73    |
|          | 2022-2023        | 42      | 24     | 66    |
| Makuy    | 2019-2020        | 11      | 20     | 31    |
|          | 2020-2021        | 11      | 14     | 25    |
|          | 2021-2022        | 20      | 30     | 50    |
|          | 2022-2023        | 23      | 34     | 57    |
| Wetina   | 2019-2020        | 25      | 21     | 46    |
|          | 2020-2021        | 22      | 28     | 50    |
|          | 2021-2022        | 29      | 29     | 58    |
|          | 2022-2023        | 44      | 41     | 85    |
| Kounadia | 2019-2020        | 122     | 107    | 229   |
|          | 2020-2021        | 119     | 101    | 220   |
|          | 2021-2022        | 126     | 123    | 249   |
|          | 2022-2023        | 0       | 0      | 0     |
| Sagala   | 2019-2020        | 20      | 26     | 46    |
|          | 2020-2021        | 20      | 15     | 35    |
|          | 2021-2022        | 47      | 51     | 98    |
|          | 2022-2023        | 31      | 37     | 68    |
| Total    |                  | 883     | 864    | 1 747 |

Les différents effectifs de 2019 à 2023 varient selon les écoles. Des six écoles créées en 2019, seule celle de Kounadia (698) qui a les plus gros d'effectifs selon les années. Elle est suivie respectivement des écoles de Sagala (247), Wetina (239), Bana (202), Kouna (198) et de Makuy (163) pour un effectif total de 1 983 élèves sur une période de quatre (04) ans. Le graphique ci-dessous indique la variation des effectifs des six écoles sur une période de quatre ans.

Pour ce qui est de l'école de Kounadia, elle a été créée en 1992 et fut une école classique. Elle a été transformée en école bilingue en début de l'année scolaire 2013-2014. Et fut fermée pour l'année scolaire 2022-2023 puis délocalisée à Moudasso à cause du terrorisme. Dans l'école bilingue de Kounandia, le système d'enseignement de la première année à la troisième année se fait en dioula. C'est à partir de la quatrième année que l'école adopte le même programme de l'école classique.



Le graphique indique clairement que sur les quatre années les effectifs sont croissants dans leur ensemble. Cette situation pourrait s'expliquer par le fait qu'il y a eu une campagne de sensibilisations des parents d'élève pour l'inscription des enfants en âges d'aller à l'école. Cependant, ces effectifs comparés à ceux des écoles classiques montrent clairement la faible fréquentation des écoles bilingues.

Pour illustrer cette faiblesse, présentons les effectifs de trois Circonscriptions d'éducation de base de Dédougou I, II et III.

**Tableau des effectifs des écoles classiques (2019-2023)**

| Années  | 2019 | 2020 | 2021 | 2022  | 2023  |
|---|------|------|------|-------|-------|
| Circonscription d'éducation de base de Dédougou I   | 8499 | 8827 |      | 24782 | 29532 |
| Circonscription d'éducation de base de Dédougou II  | 6773 | 7355 | 8043 |       |       |
| Circonscription d'éducation de base de Dédougou III | 5529 | 7746 | 7813 |       |       |

Dans le tableau ci-dessus qui donne les effectifs des écoles classiques, il apparaît nettement que les effectifs des écoles bilingues restent faibles à ceux des écoles classiques. Pour déterminer le pourcentage des écoles bilingues dans la commune rurale de Dédougou, l'équation suivante est nécessaire :

$$\text{Pourcentage} = \frac{\text{Effectif total des élèves des Ecoles Bilingues} \times 100}{\text{Effectif total des élèves des Ecoles classiques}}$$

L'effectif total des écoles bilingues dans la commune est de 1742 élèves contre 114 899 élèves pour les écoles classiques.  
 École classique : soit un effectif de 114.899

$$P = \frac{1742 \times 100}{114\,899}$$

Pourcentage = 1,72%

#### 4. Du gain des écoles bilingues

Le bilinguisme dans la commune rurale de Dédougou se matérialise par l'enseignement des langues suivantes : le *bwamu* et le français. Le pourcentage des langues enseignées dans les écoles bilingues se présente comme suit :

|                 |      |     |
|-----------------|------|-----|
| Première année  | 10%  | 90% |
| Deuxième année  | 20%  | 80% |
| Troisième année | 50%  | 50% |
| Quatrième année | 90%  | 10% |
| Cinquième année | 100% | 0%  |

Cette méthode d'enseignement/apprentissage s'inscrit dans la méthode d'apprentissage de la langue française à partir des acquis de l'alphabétisation (méthode ALFAA).

Cette méthode conçue pour la formation des adultes a permis à des adultes déjà alphabétisés dans leur langue nationale d'acquérir un niveau de français du Cours Moyen (CM) de l'école classique (cinquième et sixième année du primaire) en 150 jours. Le succès de la méthode, qui a justifié son utilisation dans plusieurs provinces moorephones et son adaptation par la suite à trois autres langues du Burkina (*jula*, *fulfulde*, *lyèlè*) a poussé l'association Manegdbzânga à demander son application aux enfants non scolarisés de ses membres qui sont trop âgés (9 à 14 ans) au vu des textes en vigueur, pour être recrutés à l'école classique formelle, mais qui sont également trop jeunes (moins de 15 ans) pour fréquenter les centres d'alphabétisation des adultes. C'est alors que l'idée d'offrir un enseignement bilingue est née (ILBOUDO, P. T, 2009, p. 39).

Cette idée de partir sur les connaissances de l'apprenant dans sa langue afin de mieux assimiler lesdites connaissances en français semble efficace. Cependant l'on fait le constat que à partir de la cinquième année qui correspond à l'année de passage du certificat d'études primaires, le *bwamu*, langue maternelle de l'apprenant disparaît. Les interrogations qui se posent sont les suivantes : l'apprenant a-t-il assimilé la

structure de sa langue maternelle ? Peut-on en cinq ans maîtriser la structure d'une langue ?

Il est évident que la maîtrise d'une langue est impossible en cinq ans d'apprentissage. La maîtrise d'une langue suppose la connaissance de sa grammaire, de sa structure de son usage à l'oral. L'apprenant *bwaba* dans une école bilingue ne saurait maîtriser le *bwamu* en cinq ans d'apprentissage avec des pourcentage décroissant (90%, 80% ; 50% et 10%). Les six écoles bilingues installées dans la commune rurale de Dédougou ne se trouvent pas seulement dans des villages uniquement *Bwaba*. Il y a d'autres populations qui ne parlent pas le *bwamu* et qui n'ont aucun intérêt à en parler. L'apprentissage d'une langue est question de gain et d'intérêt. Les populations *bwaba* estiment que leurs fils parlent déjà le *bwamu* et ne trouvent pas d'intérêt qu'ils aillent dans une école pour cela. Parce que le petit apprenant ne fera des opérations bancaires avec sa langue maternelle le *bwamu*.

De plus, le manque les populations qui aspirent pour leurs enfants à une promotion sociale et économique à travers l'enseignement précoce et exclusif du français, et pour lesquelles l'usage des langues africaines signifie éducation au « rabais » ne sont pas convaincues de l'efficacité des apprentissages en contexte bilingue. L'administration public n'utilise pas le *bwamu*, car avec le changement de statut du français, naguère langue officielle devenu langue de travail, les langues officielles dont le *bwamu* fait partie ne change pas réellement le statut des langues officielles. D'ailleurs, le statut de langue officielle suppose et implique que ladite langue ou lesdites langues devrait(ent) être la ou les langue(s) de l'administration juridique, de l'enseignement/apprentissage, de la vie politique, économique et sociale et de langue de communication internationale.

#### **4. Des raisons de l'insécurité du bilinguisme**

Les écoles bilingues ont suscité de meilleurs pourcentages aux examens et aux concours de l'enseignement de base grâce aux campagnes de sensibilisation. Cependant, le constat des

insuffisances demeure. Il s'agit de l'insuffisance du personnel d'encadrement, de la marginalisation ou insécurité des autres langues du milieu non pris en compte, de l'absence de lycées et collèges bilingues et de l'insécurité.

Le terrorisme dans certaine commune rurale de la ville de Dédougou a entraîné la fermeture de certaines écoles bilingues. Il s'agit des écoles bilingues de Kounadia et de Bana. Ces établissements ont été sommés de fermer car ayant le personnel de l'encadrement a subi des sévices corporels et des menaces. Dans certaines indiscretions, les hommes armés non identifiés exigeraient l'enseignement de la langue arabe au détriment du français de du bwamu. Cette situation montre à souhait que le choix des langues dans le bilinguisme peut être une source de conflits qui peut entraver le vivre ensemble. Selon certains parents d'élèves le bwamu qui est la langue maternelle choisi n'est pas la langue la plus parlée dans les différentes communes où les écoles bilingues sont implantées. Pour eux, le choix devrait tenir compte de la langue véhiculaire dans la commune et non la langue des autochtones.

Les capacités du personnel de l'encadrement doivent être renforcées avec des curricula adaptés à l'enseignement/apprentissage. En effet, l'insuffisance de productions scientifiques dans les langues officielles pose un problème de manuels pédagogiques dans le système bilingue. Pour ce qui est du cas de la commune de rurale de Dédougou, il y a une quasi-absence de manuels pédagogiques en bwamu, manque de formation initiale et continue d'où la difficulté de traduire ou transcrire certaines formules ou réalités dans ladite langue. Une politique linguistique du bilinguisme devrait être mise en place pour le choix des langues véhiculaires, puis la rédaction des curricula pour le primaire et le secondaire. L'absence de référentiel de bilinguisme type entraîne des manquements.

À titre d'illustrations, la langue maternelle ne fait pas l'objet d'évaluation lors des examens et concours de l'enseignement de base. Comment peut-on mesurer la capacité d'assimilation en matière d'enseignement/apprentissage sans évaluer l'apprenant en langues nationales ? Pour ce qui est des

infrastructures elles sont absentes dans certaines écoles ou en construction dans d'autres. Les images ci-dessous sont illustratives.



**Figure 1 :** École bilingue de Makuy

De cette image, on constate que les conditions d'enseignement/apprentissage ne sont pas remplies pour une éducation bilingue de qualité. Elles ne donnent pas envie d'y envoyer son enfant. Les enseignants également déplorent également ce contexte d'enseignement/ apprentissage, car, ils sont exposés aux aléas climatiques et à l'insécurité.

Cette image reflète aussi la réalité des ouvrages du bilingue. En effet, les ouvrages dans le bilingue sont en conception, et ceux déjà existants ont des failles de mise en application. S'il est vrai que certaines écoles, qui ont fait l'objet de cette recherche reflète l'image ci-dessus, d'autres sont en chantier. C'est le cas de l'école bilingue de Sagala.



**Figure 2 :** École bilingue de SAGALA

Les financements pour la construction d'infrastructures scolaires au profit des écoles bilingues sont souvent acquis par le biais des partenaires financiers et techniques et/ou des Organisations non gouvernementales. Ce chantier connaît des difficultés d'achèvement et de réception à cause des attaques terroristes dans la localité.

De la stigmatisation des autres langues non retenues pour le bilinguisme dans la commune rurale de Dédougou. En effet, les réticences d'une proportion des acteurs de l'encadrement sont toujours influencées par l'école coloniale qui, naguère ont banni et sanctionné l'usage des langues nationales dans la classe tout comme dans la cour de l'école. Ils mirent en avant l'usage exclusif du français dans la logique de continuité éducative vers le secondaire. Des fois, les maitres amenaient les élèves à dénigrer leurs langues et leurs cultures taxées de rétrogrades et incapables de dire la science.

Pour la promotion de la langue française, un accent particulier est mis sur la formation des instituteurs, car ce sont eux qui doivent enseigner la langue française. Et toutes les méthodes sont permises pour que l'écolier burkinabè parle correctement le français bon gré ou malgré. De ces méthodes, l'on a les sévices corporels et le port du *symbole*. Le symbole est un squelette de crâne d'animal (porc, âne, etc.) que l'on fait porter à l'écolier qui parlerait l'une des langues nationales à l'école. Cette méthode de dénigrement des langues nationales a inculqué aux populations les valeurs négatives de celles-ci. Il s'agissait de faire en sorte que le Burkinabè renie sa culture. (DAÏLA, B. M., 2023, 38 p.)

Cette même appréhension du français est transposée aux langues nationales en situation de cohabitation dans la commune rurale de Dédougou. En effet, les langues qui ne sont pas prises en compte dans le bilinguisme, pourtant véhiculaires se voient marginalisées. Aussi, le fait que lesdites langues nationales ne sont pas utilisées dans la l'administration publique est un handicap majeur. L'on apprend une langue pour des questions d'intérêt. Les jeunes Burkinabè à travers l'enseignement/apprentissage espère un mieux-être, une ascension sociale par le biais de l'école.

Dans cette même logique, les parents des élèves ne trouvent pas d'intérêt à inscrire leurs enfants dans les écoles bilingues, car elles ne sont pas profitables. À cela s'ajoute l'absence de collèges et lycées bilingues pour la poursuite des études après la fin du cycle primaire. Ainsi l'on peut affirmer que les écoles bilingues sont exposées à l'insécurité linguistique et à l'insécurité due au terrorisme. Celles-ci, sont transformées au fur et à mesure en des écoles classiques. De plus, les décideurs gagneraient plus dans un premier temps à sensibiliser les parents

### **Conclusion**

En somme, le bilinguisme dans les communes rurales de Dédougou est plus une alphabétisation des élèves n'ayant pas eu la chance de s'inscrire dans les écoles classiques qu'une volonté d'assimiler la structure deux langues. Du coup, l'idée de vouloir valoriser les langues nationales à travers le bilinguisme est mise en cause. Il ressort également de l'étude qu'il y a une production insuffisante de description et de production scientifiques des langues nationales pris en compte dans le bilinguisme.

Du point de vue de la production des œuvres littéraires, elles très faibles en *bwamu*. Pour résoudre ces écueils, il serait intéressant de concevoir des curricula adaptés avec des suivis réguliers des enseignants du bilingues. De plus, le suivi régulier des enseignants en classe et l'affectation à temps des encadreurs formés dans ces écoles bilingues contribuerait à redynamiser ces structures d'éducation. Aussi, il convient d'augmenter le temps d'enseignement des matières en français.

Il serait judicieux de bien former les enseignants et les encadreurs, au besoin, une formation continue, et un recyclage permanent. Au-delà de la formation continue des enseignants, il faut une réelle implication de ces acteurs dans l'élaboration et la traduction des manuels. En outre, l'éducation étant l'affaire de tous, l'implication de la communauté entière et surtout des conseillers constituerait une grande force pour booster le bilinguisme dans la zone de Dédougou.

Aussi, il est nécessaire d'avoir au compte des écoles bilingues des encadreurs bien dans les circonscriptions d'éducation de base (CEB), puis une meilleure hiérarchisation de la structure bilingue à travers la déconcentration des services (créer un service bilingue au niveau de la circonscription d'éducation de base). Pour un enseignement bilingue de qualité, il sied de construire des collèges multilingues spécifiques dans la province qui marquerait la continuité de l'action éducative bilingue.

### Références bibliographiques

ILBOUDO Paul Taryam, 2009, *L'éducation bilingue au Burkina Faso. Une formule alternative pour une éducation de base de qualité*, Association pour le développement de l'éducation en Afrique, 2009 ;

DAÏLA Béli Mathieu, 2023, *Le français d'aujourd'hui à demain. Analyse sociolinguistique du Français parlé au Burkina*, L'Harmattan ;

NAPON Abou, 2001, « La place des langues nationales dans le système éducatif burkinabè », *Les cahiers CERLESHS*, Université de Ouagadougou ;

NAPON Abou 1994, « L'enseignement du français au Burkina Faso : méthodes et stratégies », *Les Annales de l'Université de Ouagadougou*, série A, vol VI, pp. 23-41.

NIKIEMA Norbert, 1993, *Les actes du colloque, Les langues nationales et intérêts de classe au Burkina Faso*, IPB, pp. 131-144.

SOME Z. Maxime, 2003, *Politique éducative, politique linguistique en Afrique*, Harmattan, Paris.

## Table des matières

|  |  |
|--|--|
| Les dimensions socio-foncière et environnementale de la marchandisation des ressources foncières dans la commune rurale de Koubri ... ILBOUDO Paul, SANGARÉ Oumar .25  |  |
| Réparation des pertes de substances maxillo-faciales par lambeaux au CHU Yalgado OUÉDRAOGO... BAZAME Clovis, MILLOGO Mathieu, SALISSOU SOULEYMANE Tandja, IDANI Motandi, ZANGO Adama, BADINI Ahmed Patrick, KONSEM Tarcissus .....55     |  |
| « L'étrange mort de Donji » d'Issouf Coulibaly, entre récit de magie et récit magique ... KANTAGBA Adamou, BADO Ali, COULIBALY Issouf.....69   |  |
| Apport des systèmes d'information géographique (SIG) à l'optimisation de la mobilisation des ressources non fiscales dans la Commune des Lacs 1 au Togo ... KOKOU Kokouvi Azoko.....83   |  |
| La qualité de l'enseignement au secondaire à l'épreuve de l'exécution des volumes horaires statutaires dans la province du Bazèga... BÉOGO Joseph.....107  |  |
| Une analyse more geometrico de l'affect et de l'idée de perfection chez Spinoza : une thérapeutique de la servitude... SAMA François .....129  |  |
| Crise sécuritaire et pratique du journalisme au Nord du Burkina Faso : des entraves au traitement de l'information par la Radio de l'Amitié (Ouahigouya) et la Radio Zama FM (Kaya)... BEBANE Issa, Doumi Mohamed ZAN KARAMBIRI .....153 |  |
| L'éthique du corps humain à l'ère des mutations technologiques : enjeux identitaires, sociaux et philosophiques ... SAMAKE Thérèse .....169  |  |
| L'effet de l'utilisation de la vidéo sur la compréhension des élèves du primaire au Burkina Faso OUÉDRAOGO ... Boureima Djibril.....195  |  |

|  |     |
|--|-----|
| Les intellectuels et les transitions politiques en Afrique de l'Ouest francophone : enjeux de leur participation à partir du cas burkinabè de 2014 ... SANGARÉ Salifou.....                                      | 225 |
| MOOC et formation professionnelle au Mali : vers une alternative gratuite et accessible à tous ... GUINDO Assama, TRAORE Daouda, COULIBALY Demba .....   | 277 |
| Noufou Ouédraogo, le premier batikié du Burkina Faso ... SANDWIDI Hyacinthe .....  | 295 |
| Sécurité et insécurité du bilinguisme dans la ville de Dédougou : entre fermeture et transformation en école classique ... DAÏLA Béli Mathieu.....   | 315 |
| Inégalités sociodémographiques liées à la connaissance du dispositif d'enregistrement des décès à Ouagadougou ... COMPAORÉ Yacouba, LANKOANDÉ Yempabou Bruno, OUILI Idrissa, OUATTARA Karim, DIANOU Kassoum..... | 331 |
| Les enfants et la vie dans la rue : un phénomène de société répandu en Afrique ... FONDO Drahmane .....  | 357 |
| Urbanisation et économie circulaire : le rôle des petits métiers urbains (Bénin) ... CHABI Moïse, DAOUDA Lamatou.....  | 371 |
| Du démonstratif à la stratégie discursive de Césaire ... MONGLOU Beuh Ambroise.....  | 395 |
| Esthétique et fonctions de la poéticité dans le discours du poète traditionnel Djimini Kamélé Moussa : entre oralité, identité culturelle et création littéraire ... FOFANA Daouda .....                         | 415 |
| L'approche éducative de Cheikh Ibrahima Niasse dans l'ascension méditative des soufis ... NIANE Babacar, NDIAYE Saliou.....  | 429 |
| Pratiques de GRH et performance au travail du personnel administratif de la Faculté des Sciences de la Santé (FSS) du Bénin ... Dognon Lucien BATCHO, Brahima ZIO & T. A. Germaine ESSEGNON .....                | 453 |

La rivière comme espace symbolique et transgressif dans *Le Mal de peau* de Monique Ilboudo ... TIBIRI Dieudonné, BADIÉL Roland .....479

Scolarisation des filles au prisme des pratiques socio-sanitaires et agricoles dans la commune rurale de Kignan (région de Sikasso, Mali) .....503

Guerre juste et paix durable en Afrique... NAPAKOU Bantchin, NOUWODOU Sokemawu .....517